

Projet d'Amélioration du Recouvrement des Recettes et de la Gestion des Dépenses en RDC (ENCORE-P171762)

Mission d'appui à la mise en œuvre du projet ENCORE, du 13 au 17 juin 2022

AIDE-MEMOIRE

I. INTRODUCTION

1. **Une mission d'appui à la mise en œuvre du Projet ENCORE (Projet d'Amélioration du Recouvrement des Recettes et de la Gestion des Dépenses en RDC - P171762)** s'est rendue à Kinshasa du 13 au 17 juin 2022, en vue de faire le point sur les progrès dans la mise en vigueur du Projet ENCORE et de présenter la nouvelle cheffe de projet aux autorités congolaises.
2. **La délégation de la Banque était conduite par Mamadou Deme (Spécialiste Principal en Gestion des Finances Publiques, Chargé de Projet) et Ruxandra Burdescu (Spécialiste Principale en Gouvernance, Co-chargée de Projet)**. Elle était composée de Mesdames Mamata Tiendrebeogo (Spécialiste Principale en Passation des Marchés), Blandine Chebili (Spécialiste Principale en Passation des Marchés), Lydie Madjou (Spécialiste en Gestion Financière), Bertille G. Ngameni (Spécialiste en Gestion Financière), Maureen P. Blassou (Consultante), Yolande Serrano (Consultante), Jedah Ogweno (Consultante), Jeanine Nkakala (Assistante de Programme) et Trésor Ikobo (Assistante de Programme) ainsi que de Messieurs Hugues Agossou (Spécialiste Principal en Gestion Financière), Yele Batana (Spécialiste Principal en Statistiques), Jean-Claude Azonfack (Spécialiste Principal en Passation des Marchés), Christophe Ngongo Muzyumba (Spécialiste en Environnement), Jean-Pierre Lungenyi Ntombolo (Spécialiste en Développement Social) et Dief Reagen Nochi Faha (Consultant). La mission a reçu l'appui de Madame Guillemette Sidonie Jaffrin (Coordonnatrice des Programmes Croissance Equitable, Finances et Institutions pour la République Démocratique du Congo, le Burundi, l'Angola et Sao Tomé-et-Principe).
3. **La mission remercie vivement toutes les autorités congolaises, notamment le Ministre des Finances et sa Directrice de Cabinet Adjointe**, le coordonnateur national du Comité d'Orientation de la Réforme de Finances publiques (COREF) et son équipe, pour l'accueil chaleureux ainsi que la parfaite organisation des réunions. La liste complète des personnes rencontrées est en Annexe 3.
4. **Le présent Aide-Mémoire résume les discussions, conclusions et recommandations de la mission ainsi que les prochaines étapes**. A titre de rappel, cet Aide-Mémoire sera rendu public conformément à la Politique de la Banque mondiale en matière d'accès à l'information.

II. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5. **La mission a constaté que des progrès sensibles ont été enregistrés dans la mise en œuvre des activités préalables à la mise en vigueur et de celles nécessaires pour le lancement effectif des activités du projet**. Conformément au bilan dressé dans le tableau 1 de l'Annexe 2 pour le suivi

des activités de préparation du projet issu de la mission précédente, les autorités ont réussi à préparer et faire adopter par les deux chambres du Parlement, le projet de loi de ratification du prêt IDA (7020-ZR) durant la première moitié de juin. Il ne reste plus que les étapes de signature de l'Ordonnance présidentielle pour finaliser les conditions de validité juridiques requises pour la mise en vigueur. En outre, le déblocage du Compte Désigné intervenu en mi-avril, a permis de financer les activités et le fonctionnement du projet. Au moment de la mission, les premiers drafts de tous les manuels requis (cf. manuels opérationnels et d'exécution administrative et financière du projet, ainsi que les instruments de gestion des risques environnementaux et sociaux) pour remplir les conditions techniques de mise en vigueur ont été transmis, revus et commentés par l'IDA. Les versions de ces manuels révisés sont attendus incessamment et seront validés à l'issue de séances de travail planifiées dans la semaine du 20 juin.

6. **Avec ces réalisations, la mise en vigueur du projet pourrait normalement intervenir dans le délai fixé dans l'Accord de financement, soit le 11 juillet.** La mission félicite les autorités pour ces résultats dans la gestion du projet qui démontrent à souhait l'engagement du ministère des finances à la réussite du projet. Elle recommande aux autorités de mettre l'accent maintenant sur la création des conditions indispensables pour une mise en œuvre efficace des réformes de finances publiques en général, notamment :

- a. ***la mise en place et le fonctionnement effectif du dispositif institutionnel de pilotage des réformes de finances publiques.*** A cet égard, le ministère s'est engagé à créer un Comité de pilotage opérationnel (COPil) devant compléter les organes déjà mis en place avec le Décret No 21/11 du Premier Ministre en date du 30 décembre 2021 relatif au Comité de Pilotage des réformes de finances publiques. Ce Comité opérationnel de pilotage sera composé essentiellement des directeurs de cabinets adjoints des ministères des finances et du budget et du directeur de cabinet de la fonction publique, ainsi que des directeurs généraux des principales entités parties prenantes des réformes de finances publiques (y compris la Cour des Comptes, la Banque Centrale, l'ARMP, etc.). Comme suggéré par plusieurs acteurs et bénéficiaires, ce COPil se réunira mensuellement à partir de la mise en vigueur du projet, pour susciter une meilleure appropriation et une meilleure coordination entre services par un suivi régulier des activités et la discussion en temps opportun des décisions et orientations politiques nécessaires pour faire avancer les réformes ;
- b. ***et la finalisation des différents outils de suivi et de gestion des réformes,*** en particulier : (i) le plan d'action opérationnel des réformes pour les trois prochaines années (issu de la Stratégie des Finances publiques déjà approuvée par le gouvernement) ; (ii) le Plan d'orientation globale d'informatisation des finances publiques (POG) ; (iii) la Stratégie de Décentralisation Financière, avec son plan opérationnel ; (iv) et la Stratégie de réformes des marchés publics. Tous ces documents sont à des stades avancés et la mission a souligné la nécessité de les faire aboutir rapidement pour faciliter le pilotage et le suivi par le COPil.

7. **Au surplus, la mission a constaté avec satisfaction que les groupes techniques de travail ont été relancés, surtout pour ce qui concerne les principales réformes et activités du projet**, en vue de soutenir l'atteinte des résultats escomptés, notamment pour les cibles visées pour les Conditions Basées sur la Performance (PBCs) en fin 2022 (voir Annexe 1 sur l'état d'avancement dans la mise en œuvre des PBCs). Au terme de la mission, des résultats notables ci-après ont déjà été enregistrés et des recommandations formulées pour la suite :

- a. **Le Groupe Décentralisation financière** a produit, avec l'appui du consultant recruté à cet effet, les drafts de l'Arrêté interministériel des ministres du Budget et des Finances (Recettes de type B), ainsi que la Circulaire permanente du ministre des Finances (Recettes de type A) clarifiant les mécanismes de transfert des 40% des ressources à caractère national aux provinces (PBC#4). La mission a cependant noté que les procédures de transfert effectif suggérées dans les projets de texte (articles 17, 18 et 19 de l'Arrêté interministériel) posent toujours des risques de retard sérieux pour le versement des recettes dues aux provinces. En outre, les dispositions transitoires (article 25 de l'Arrêté interministériel) renvoient l'application des textes à des dates incompatibles avec les résultats attendus et les engagements du gouvernement dans l'Accord de financement. La mission a recommandé au gouvernement de veiller à mettre en place, dès l'exercice 2023, un mécanisme formel, transparent et efficace garantissant le versement en temps opportun des recettes dues aux provinces. Aussi, la mission suggère au groupe de travail de revoir et réviser ces articles pour que ces textes soient satisfaisants et facilitent le versement par le projet au Trésor public, de la première tranche du PBC#4, dès leur signature¹.
- b. **Le Groupe Comptabilité et Trésor**. La mission a noté avec satisfaction que le décret No22/B portant création, organisation et fonctionnement de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique, a été finalement signé et publié le 31 mars 2022. Ce décret ouvre la voie maintenant à la mise en place effective de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publique (mesure du programme Facilité Elargie de Crédit du FMI- [FEC/FMI] de juillet 2021 et l'une des actions préalables de l'appui budgétaire de la Banque mondiale- [AB/BM] approuvé le 23 juin 2022) ; et à l'établissement du Compte Unique du Trésor (mesure de la FEC-FMI). Les TDRs pour le recrutement de la firme de consultants devant accompagner le gouvernement dans la mise en place de la DGTCP ont été validés et le lancement de l'Avis à manifestation d'intérêt est en cours. Il est espéré que le consultant pourra commencer à travailler au plus tard début septembre 2022.
- c. **Le Groupe Gestion des Revenus Miniers** a pu finaliser et faire signer et publier le décret No 22/20 en date du 13 mai 2022 -portant répartition de la redevance minière entre les provinces (25% des redevances) et les ETDs (15% des redevances). En plus, le gouvernement a signé et publié l'arrêté interministériel intérieur/affaires sociales No820/Mines et 03/Affaires Sociales en date du 21 décembre 2021 portant sur les procédures de gestion des 0.3% du

¹ Le décaissement de 25 millions USD est prévu pour ce PBC, dès que les textes sont signés et publiés, sur la base de la production de dépenses éligibles de même montant (salaires versés aux fonctionnaires des secteurs transférés, sauf l'éducation).

chiffre d'affaires des exploitations minières affectés aux communautés de base. Ces deux textes constituent aussi des actions préalables de l'appui budgétaire de la Banque mondiale, et ils doivent maintenant être vulgarisés au niveau de toutes les parties prenantes et surtout des communautés bénéficiaires de revenus miniers et de la société civile. Par ailleurs, le groupe de travail a déjà rédigé et transmis au COREF, les projets de TDRs concernant (i) le renforcement des capacités des administrations fiscales chargées de la collecte des revenus miniers ; (ii) et la révision des textes du FOMIN (10% des redevances). Parmi les actions prioritaires retenues lors de la dernière mission, il ne reste plus qu'à clarifier les activités supportées par le projet dans le cadre du plan de travail de l'ITIE ;

- d. **Groupe Systèmes Numérisés de gestion des finances publiques.** Les autorités ont confirmé la décision d'acquérir un pro-logiciel, en lieu et place d'un développement local qui était jusqu'à date envisagé. Cette orientation stratégique permet de finaliser et valider le Plan d'Orientation Globale (POG) ainsi que le cahier des charges et le document d'appel d'offres, toutes actions qui devraient être terminées avant la fin de cette année. Pour ce qui concerne le système de gestion des ressources humaines et de la paie (SIGRH-Paie), il est noté que le consultant individuel est en cours de recrutement et il pourra appuyer le ministère de la fonction publique à finaliser les TDRs et le recrutement d'une firme devant appuyer la définition et la mise en œuvre d'une stratégie claire de mise en place de la base de données des fonctionnaires. En attendant, le FP a réitéré son engagement de fournir, avant fin juin, le rapport final de mise en place de la base assainie des fonctionnaires de Kinshasa. En outre, le gouvernement a signé le décret No22/18 en date du 4 mai 2022 rendant obligatoire l'utilisation de LOGIRAD qui est en phase de déploiement à la DGRAD et des services taxateurs. Enfin, la mission a appris avec satisfaction que les travaux de mise en place du système de gestion des impôts de la Direction Générale des Impôts (DGI) financée par l'Agence Française de Développement ont été lancés, après recrutement de l'intégrateur. Par ailleurs, le ministère des Finances a informé la mission des progrès enregistrés dans la mise en place des infrastructures informatiques (réseau et datacenters) sur financement de la Chine ainsi que dans les réformes organisationnelles, en application des recommandations du POG. A cet effet, la mission a confirmé le soutien de l'IDA au projet de mise en place de la Direction générale des systèmes d'information décidée par le Ministre et suggéré de voir comment mieux intégrer et mutualiser les équipes de projet ainsi que les infrastructures mises en place par les différents soutiens (France, Chine et Banque mondiale).
- e. **Groupe rationalisation de la gestion de la dépense et des Marchés publics.** Trois évolutions ont été notées dans ce groupe, concernant : (i) la déconcentration de l'ordonnancement, avec le recrutement de la firme internationale devant accompagner le gouvernement dont le projet de TDRs est en cours de finalisation et devrait être transmis à la Banque, avant fin juin ; (ii) le développement de la stratégie de réformes des marchés publics qui est aussi en cours de finalisation et validation au niveau du gouvernement ; (iii) et le recrutement de la firme chargée du développement de la stratégie de mise en œuvre d'une solution e-GP dont le contrat a été signé le 14 mai 2022.

8. **Sous le bénéfice de ces importantes réalisations, la mission se réjouit de constater que le projet est entrain de démarrer sous de bons auspices et de manière satisfaisante.** Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour que les premiers gains fragiles obtenus soient consolidés et rendus irréversibles. Dans cette perspective, la mission recommande à nouveau, d’initier dans les meilleurs délais, le recrutement d’une firme de consultants pour faciliter l’implémentation de toutes les réformes prévues, ainsi que les stratégies et plans d’actions retenus, à travers une gestion efficace du changement.
9. **Enfin, la mission n'a pas été en mesure d'aborder tous les aspects de gestion des risques EAS/HS.** A cet égard, il a été souligné la nécessité de finaliser et de valider le plan d'action EAS/HS. De plus, il est rappelé que le projet a été classé en risque substantiel, et que parmi les mesures recommandées figure le recrutement d'un(e) spécialiste en EAS/HS au sein du COREF pour la durée du projet, qui sera responsable de la mise en œuvre du Plan d'action EAS/HS et autres instruments de sauvegardes environnementales. L’équipe de la Banque offre son appui technique pour avancer dans l’élaboration des Termes de référence destinés au recrutement du (de la) spécialiste en VBG, ainsi que d’une organisation spécialisée en VBG qui appuiera le projet dans la mise en œuvre du plan d’action EAS/HS.

III. PROCHAINES ETAPES

10. **Les autorités et la mission ont convenu des prochaines étapes ci-après :**
- a) **Mise en vigueur :** Finaliser les manuels d’exécution et les instruments de sauvegarde environnementale et sociale du projet et transmettre les textes de lois ratifiant le crédit et l’Ordonnance présidentielle relative au don pour la mise en vigueur du projet à date échu, soit au plus tard, le 11 juillet 2022 ;
 - b) **Lancement des activités du projet :**
 - i. Organiser un atelier de lancement du projet durant l’été lorsque tous les manuels seront disponibles, y compris le Manuel des Conditions Basées sur la Performance (CBP) et des Bonus de Performance (BP) afin de favoriser l’appropriation et faciliter la mise en œuvre par les bénéficiaires et le COREF ;
 - ii. Préparer et finaliser au plus tard le 15 juillet 2022 : (a) le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA 2022) du projet ainsi que le Plan de Passation des Marchés (PPM) y relatif et les soumettre à la Non-Objection de la Banque ; (b) les TDRs pour lancer le recrutement du Spécialiste en EAS/ES qui est une des conditions à remplir 90 jours après la signature de l’accord de financement du projet.
 - c) **Prochaine mission :** il a été retenu que la prochaine mission d’appui à la mise en œuvre aurait lieu avant fin septembre 2022, à une date à convenir.

Annexe 1 : Tableau de Suivi de la mise en œuvre des PBCs

Annexe 2 : Autres Actions prioritaires retenues lors de la mission de préparation du projet ENCORE

Annexe 3 : Liste des Participants

Annexe 1 : Tableau de Suivi de la mise en œuvre des PBCs

Objectif	Action recommandée	Etat d'avancement au 15 juin 2022	Recommandations de la mission de juin 2022	Responsable
Mise en place des Conditions Basées sur la Performance (PBCs)	<ol style="list-style-type: none"> Finaliser le recrutement du consultant pour l'élaboration du manuel de procédures des PBCs et PB, sur la base des orientations issues de la mission Associer l'IGF dans toutes les activités de préparation du manuel et de formation sur les PBCs 	<ol style="list-style-type: none"> Réalisé. Le consultant a été recruté et il a produit un premier draft en cours de révision au COREF. Réalisé. IGF a participé aux travaux et a produit un Manuel pour la vérification des CBPs et BP remis au COREF et au consultant 	<ol style="list-style-type: none"> Transmettre le Manuel pour revue par la Banque avant fin juin 2022 Transmettre le Manuel de vérification produit par IGF à la Banque pour information, avant le 30 juin 	COREF
PBC1. Transfert de l'ordonnement aux Ministères sectoriels	3. Organiser une réunion du groupe technique de travail du pilier 3 sur l'actualisation du plan d'actions du processus de déconcentration de l'ordonnement aux ministères sectoriels.	3. Réalisé. Des réunions ont eu lieu et ont permis de relancer le groupe	3- Sans objet	COREF-Groupe technique de travail
	4. Etablir les TDRs pour le recrutement d'une firme devant appuyer le gouvernement à : (i) définir le nouveau cadre organisationnel et juridique, (ii) élaborer le manuel de procédures des dépenses non salariales ; (iii) adapter la chaîne de dépense/système d'information ; (iv) élaborer le plan de formation des agents ; (v) formuler le plan de gestion du changement ; etc...	4. Non Réalisé. Des projets de TDRs ont été préparés mais pas encore finalisés	4- Finaliser les TDRs et transmettre à la Banque, avant le 30 juin 2022, pour ANO	

PBC2_ Base de Données FP et déploiement SIGRH-Paie.	5. Réviser les TDRs et relancer la mission du consultant VERGER pour l'évaluation du projet SIGRH	5. <i>Réalisé. Les TDRs ont été finalisés et le consultant a été invité aux négociations de son contrat le 20 juin 2022</i>	5- Lancer la mission dans les meilleurs délais	DBDR/Fonction publique
	6. Transmettre à la Banque le rapport sur l'assainissement de la base de données des fonctionnaires de Kinshasa	6. <i>En cours. Date non encore échue</i>	6- Mesure reconduite pour fin juin 2022	DBDR/Fonction publique
	7. Préparer et lancer le recrutement d'une firme consultant pour établir la procédure et méthodologie claire permettant d'assainir la base de données de la fonction publique (tous les fonctionnaires du régime général)	7. <i>En attente. TDRs seront préparés avec l'assistance du consultant prévu en 5.</i>	7- Avant fin juillet 2022	DBDR/Fonction publique
	8. Finaliser les TDRs et lancer le recrutement du consultant pour l'élaboration du manuel de procédure et les macroprocessus	8. <i>En attente. TDRs seront préparés avec l'assistance du consultant prévu en 5.</i>	8- Avant fin septembre 2022	DGRH/Fonction publique
	9. Pour la révision du cadre juridique de la fonction publique (nécessaire et préalable pour SIGRH), préparer les TDRs en vue de reconduire le consultant national et associer un consultant international.	9. <i>Non réalisé. TDRs pas encore rendus disponibles.</i>	9- Des TDRs avaient été déjà préparés dans le cadre du PRRAP. A mettre à jour sans délais.	DGRH/Fonction publique
PBC 3. Mise en place de E-Procurement	10. SIGMAP : réviser les TDRs pour le recrutement du consultant en cohérence avec les objectifs du projet 11. E-GP . Finaliser le recrutement de la firme de consultants et lancer rapidement le Readiness Assessment	10. <i>Réalisé. Les TDRs ont été finalisés et le consultant a été recruté en juin 2022.</i> 11. <i>Réalisé. Le consultant a été recruté et la mission a démarré en mi-juin 2022</i>	10- Sans objet 11- Suivre la mission pour garantir la disponibilité du e-Readiness Assessment dans les délais contractuels	ARMP/COREF

<p>PBC4. Mécanisme de transferts des recettes à caractère national (40%)</p>	<p>12. Accélérer le renouvellement du contrat de Michael Winter, pour finaliser les textes portant répartition et transferts des recettes à caractère national (40%) aux provinces et ETDs</p> <p>13. Organiser une réunion avec les principaux services intéressés (DGPPB ; DTO ; Cabinet Budget, Cabinet Finances, etc.) pour faire des simulations sur les transferts aux provinces et ETDs 2019, 2020, 2021 et 2022. Avant la réunion, transmettre les projets de textes et le rapport aux services concernés pour études, commentaires et contribution.</p>	<p>12. <i>Réalisé. Le consultant a été recruté et les deux textes produits et discutés en groupe de travail</i></p> <p>13. <i>Réalisé. Les réunions se sont tenues et le groupe de travail a supervisé les travaux du consultant Winter</i></p>	<p>12- Finaliser les textes en prenant en considération les commentaires de la Banque et les soumettre à l'ANO de l'IDA avant signature et publication</p> <p>13- Sans objet</p>	<p>COREF</p>
--	--	---	--	--------------

Annexe 2: Autres Actions prioritaires retenues lors de la mission de préparation du projet ENCORE

Objectif	Action recommandée	Etat d'avancement au 15 juin 2022	Recommandations de la mission de juin 2022	Responsable
I. Préparation de la mise en vigueur du projet	1. Réunir en urgence toutes les parties concernées afin de débattre du problème de la non-ouverture du Compte Désigné et de considérer les options disponibles pour surmonter cet écueil et garantir ainsi le démarrage effectif des activités devant permettre de réaliser les conditions techniques de mise en vigueur.	1. Réalisé. <i>Le compte a finalement été ouvert en mi-avril 2022</i>	1- Sans objet 2- Poursuivre les efforts de suivi pour garantir que l'ordonnance présidentielle est signée et publiée et que la loi est promulguée dans le JO 3- Réviser les manuels et les soumettre à l'ANO de l'IDA avant fin juin 2022 4- A soumettre sans délais à l'IDA. IDA transmettra des modèles pour le	COREF + CSPP+ Cabinet du ministère de Finance
	2. Surveiller étroitement l'inscription à la session actuelle du Parlement de la loi d'approbation de la partie crédit de 125 millions de dollars, afin de remplir les conditions juridiques pour la mise en vigueur.	2. Réalisé. <i>Les lois de ratification ont été votées par le Parlement en juin 2022</i>		
	3. Finaliser le recrutement des consultants et lancer les missions pour les manuels : (i) d'Exécution du Projet ; (ii) de Gestion environnementale et sociale.	3. Réalisé. <i>Les consultants ont été recrutés et les premières versions des manuels produits et commentés par l'IDA.</i>		
	4. Lancer le processus pour le recrutement de la firme pour appuyer la gestion du changement dans les réformes de finances publiques	4. Non Réalisé. <i>Les TDRs ne sont toujours pas préparés</i>		

Objectif	Action recommandée	Etat d'avancement au 15 juin 2022	Recommandations de la mission de juin 2022	Responsable
			développement de ces TDRs	
II. Mise en place de la DGTCP et du Compte Unique du Trésor.	<p>5. Organiser une réunion du groupe technique avant fin-mars pour relancer les travaux d'établissement de la feuille de route portant création de la DGTCP et des deux postes comptables des ministères de l'Éducation et de la Santé</p> <p>6. Finaliser le projet du plan d'action concernant la mise en place du CUT.</p> <p>7. Finaliser les TDR relatifs au recrutement d'un consultant devant accompagner le processus de mise en place du CUT</p>	<p>5. Réalisé. Les plans d'action ont été transmis à l'IDA qui a fourni des commentaires. Le groupe a préparé des TDR pour le recrutement du consultant devant accompagner le processus de mise en place de la DGTCP et du CUT. L'Appel d'offres est en cours.</p> <p>6. En cours. Le plan d'action a été produit mais nécessite des révisions importantes.</p> <p>7. En cours. Les TDRs pour la DGTCP incluent la mise en œuvre du CUT</p>	<p>5- Planifier pour recruter le consultant dans les plus brefs délais, avant fin septembre 2022.</p> <p>6- Le consultant firme pour la DGTCP appuiera la mise en place du CUT.</p>	COREF et Groupes de Travail
III. Digitalisation du système de gestion des finances publiques	8. POG. Organiser une réunion du Comité de Coordination et de Suivi du Système Informatique (CCSI) avec l'équipe de Projet Plan d'Orientation Globale (POG), pour partager et discuter la version actuelle du POG, ainsi que les différents	<p>7. Non Réalisé. Toutefois, le choix d'acquiescer à adapter a été confirmé par les ministres des Finances et du Budget.</p> <p>8. Idem.</p>	7- Finaliser et soumettre la version révisée du POG à l'IDA et au CT Yannick, pour revue, avant	COREF

Objectif	Action recommandée	Etat d'avancement au 15 juin 2022	Recommandations de la mission de juin 2022	Responsable
	<p>projets applicatifs (SIGeFiP, SIGMAP, SIGRH, LOGIRAD, Système DGI, etc.) et infrastructurels en cours ou envisagés. Valider la feuille de route pour les 3 prochaines années (applicatifs informatiques ; infrastructures ; politiques et normes de sécurité informatiques ; etc.).</p> <p>9. Transmettre la version actuelle du POG à la Banque et au conseiller du ministre dès que possible avant validation par le ministre.</p> <p>10. SIGEFIP. Organiser une réunion avec la Banque et les parties prenantes internes pour réviser le cahier de charge de SIGeFiP.</p>	<p>9. <i>Idem</i></p>	<p>validation par le Ministre, avant fin juin 2022</p> <p>8- idem</p> <p>9- idem</p>	
<p>IV. Gestion et Transparence des Revenus Miniers et Mécanisme transparent de transfert des recettes</p>	<p>11. Finaliser les TDRs pour le recrutement d'un consultant qui travaillera avec tous les services pour diagnostiquer et établir les besoins de renforcement des capacités de chaque administration impliquée dans la gestion des ressources minières et de coordination des administrations qui sont en adéquation avec l'objectif d'accroissement des revenus miniers provenant des exploitations industrielles.</p> <p>12. Transmettre à la Banque mondiale, une sélection des activités de transparence incluses dans le plan de travail de l'ITIE</p>	<p>11. <i>En cours. Les drafts TDRs ont été préparés et sont en révision au niveau du COREF.</i></p> <p>12. <i>En cours. Le Secrétariat a transmis son plan d'action à l'IDA qui est en cours d'examen. Toutefois, ce plan est limité à 2022, alors que le projet ENCORE est sur cinq ans.</i></p>	<p>11- Transmettre les TdRs à l'IDA dans les meilleurs délais, pour ANO</p> <p>12- Secrétariat doit transmettre un plan d'activités cohérent avec les objectifs de ENCORE sur 5 ans</p>	<p>CAMI, Ministère des Mines, ITIE</p>

Objectif	Action recommandée	Etat d'avancement au 15 juin 2022	Recommandations de la mission de juin 2022	Responsable
	2022-2026 qui sont en adéquation avec les objectifs du projet et qui ne sont pas financées par d'autres PTFs.			
	<p>13. Etablir les TDRs pour le recrutement d'un consultant devant appuyer la préparation et la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités institutionnelles de la FOMIN, notant que la promulgation de ce texte est actuellement un élément déclencheur clé pour un projet d'appui budgétaire de la Banque mondiale qui est en cours de préparation et qui devrait être accompli avant la fin de décembre 2022</p> <p>14. Etablir les TDRs pour le recrutement du consultant qui doit aider à renforcer le projet de texte sur la répartition des 15% aux ETDs et 25% aux provinces</p>	<p>13. <i>En cours. Les drafts TDRs pour l'appui au FOMIN ont été préparés et sont en examen au niveau du COREF.</i></p> <p>14. <i>Réalisé. Le consultant a été recruté et le Décret a été produit et signé par le Premier Ministre.</i></p>	<p>13- Transmettre les TdRs à l'IDA dans les meilleurs délais, pour ANO</p> <p>14- Poursuivre l'appui à la mise en œuvre du Décret, à travers la sensibilisation des acteurs et la société civile</p>	
V. Cour des Comptes	15. Préparer et transmettre les TDRs pour le recrutement de la firme ou de l'entité devant appuyer la Cour des Comptes dans la mise en œuvre de son plan d'activités stratégiques financé par le projet	<i>14. Réalisé. Les TdRs ont été finalisés par le COREF</i>	15- TDRs à soumettre à l'ANO de l'IDA, avant le 30 juin 2022	COREF/CdC
VI. Enquêtes Sur les Ménages	<p>16. Signature de la convention entre le PNUD et le COREF ;</p> <p>17. Lancer le processus de recrutement des consultants internationaux et nationaux</p>	<i>15. En cours. Le projet de convention a été soumis à l'IDA pour avis.</i>	16- A finaliser et signer dans les plus brefs délais, et avant fin juillet 2022 ;	COREF

Objectif	Action recommandée	Etat d'avancement au 15 juin 2022	Recommandations de la mission de juin 2022	Responsable
	devant appuyer la réalisation de l'enquête sur les conditions de vie des ménages (TDR de l'Expert en sondage, Consultant CAPI et TDR du Conseiller Technique Principal)	16. <i>En cours. Les recrutements des consultants sont en cours</i>	17- A accélérer pour respecter les délais de démarrage de l'ECVM	
II. Entreprises Publiques	18. Organiser une réunion préparatoire entre le COPIREP – le CSP – le Secrétariat Général du Portefeuille pour identifier les besoins à soumettre au projet ENCORE 19. Organiser une réunion de validation des activités retenues entre ces différentes parties prenantes et le COREF	17. <i>Non Réalisé. A date, la réunion n'a pas encore eu lieu et les besoins déjà exprimés par le Portefeuille ne sont pas examinés ni priorisés.</i> 18. <i>Idem</i>	18- Avant le 31 juillet 2022 19- Avant le 31 juillet 2022	CSP- COPIREP- COREF

Annexe 3. Liste des personnes rencontrées durant la mission

A. COMPOSITION DE L'EQUIPE DE LA MISSION

L'équipe de la mission a été bipartite. Elle a été constituée de « la Banque Mondiale » en sa qualité - Bailleur des fonds du projet - et de l'agence d'exécution du projet ENCORE, « le COREF ».

Ont pris part à cette mission au regard de leurs noms, leur qualité et leurs institutions :

N°	NOMS	INSTITUTION	FONCTION	COORDONNEES
POUR LE COMPTE DE LA BANQUE MONDIALE				
1.	Mamadou DEME	Banque mondiale	Chargé du Projet	mdeme@worldbank.org
2.	Ruxandra BURDESCU	Banque mondiale	Co-chargée du Projet	rburdescu@worldbank.org
3.	Guillemette Sidonie JAFFRIN	Banque mondiale	Coordonnatrice des Programmes Croissance Equitable, Finances et Institutions pour la République Démocratique du Congo, le Burundi, l'Angola et Sao Tomé-et-Principe	gjaffrin@worldbank.org
4.	Mamata Tiendrebeogo	Banque mondiale	Spécialiste Principale en Passation des Marchés	mtiendrebeogo@worldbank.org
5.	Blandine CHEBILI	Banque mondiale	Spécialiste Principale en Passation des Marchés	bwuchebili@worldbank.org
6.	Jean Claude AFONZACK	Banque mondiale	Spécialiste Principal en Passation des Marchés	jazonfack@worldbank.org
7.	Hugues AGOSSOU	Banque mondiale	Spécialiste Principal en gestion Financière	hagossou@worldbank.org
8.	Bertille NGAMENI	Banque mondiale	Spécialiste en gestion financière	bngameniwepanjue@worldbank.org
9.	Lydie MADJOU	Banque mondiale	Spécialiste en gestion financière	lmadjou@worldbank.org
10.	Christophe NGONGO	Banque mondiale	Spécialiste Sauvegardes Environnementales	cmuzyumba@worldbank.org
11.	Jean Pierre LUNGENYI	Banque mondiale	Spécialiste en développement social	jlungenyi@worldbank.org
12.	Yele BATANA	Banque mondiale	Spécialiste Principal en Statistiques	ybatana@worldbank.org
13.	Ibrahim El ghandour	Banque mondiale	Specialiste du Secteur Public	ielghandour@worldbank.org
14.	DIEF REAGAN	Banque mondiale	Consultant	dnochifaha@worldbank.org
15.	Yolande Serrano	Banque mondiale	Consultant	yserrano1@worldbank.org
16.	Maureen P. Blassou	Banque mondiale	Consultant	mbllassou@worldbank.org
17.	Jedah OGWENO	Banque mondiale	Consultant	jogweno@worldbank.org
18.	Jeanine Nkakala	Banque mondiale	Assistante de Programme	jnkakala@worldbank.org
19.	Trésor IKOBO	Banque mondiale	Assistante d'équipes	tikobo@worldbank.org
POUR LE COMPTE DU PROJET ENCORE				
20.	Godefroid MISENGA	COREF	Coordonnateur National du Projet ENCORE	Godemisenga1@gmail.com
21.	Baby VANGU	COREF	Coordonnateur Adjoint	babyvangu@gmail.com
22.	Cécile OMBILINGO	COREF	Assistant technique	cecileombilingo2017@gmail.com
23.	Robert BAMBA	COREF	Assistant technique	phebebamba@yahoo.fr
24.	Jean – Pierre SAMOLIA	COREF	Assistant technique	jsamolia@yahoo.fr
25.	Jean Baptiste VEKO	COREF	Assistant technique	Jeanbaptisteveko@yahoo.fr

N°	NOMS	INSTITUTION	FONCTION	COORDONNEES
26.	Etienne MAFWENI	COREF	Assistant technique	Etiennefafweni1@gmail.com
27.	Moise ASSANI	COREF	Assistant technique	massbil@yahoo.fr
28.	Cyril MAWAKA	COREF	Assistant technique	cyrilmawaka@gmail.com
29.	Georges TSHIONZA	COREF	Assistant technique	georgesmata754@gmail.com
30.	Judel TSHIKUB	COREF	Assistant technique	jtshikub@gmail.com
31.	Emile ASSELE	Projet ENCORE	RAF	lokaema@yahoo.fr
32.	Luc MBAYO	Projet ENCORE	SPM	lmsukadi@yahoo.fr
33.	Jules KWILU	Projet ENCORE	Chargé de Suivi évaluation	juleskwilu@yahoo.fr
34.	Véronique MANYA	Projet ENCORE	Assistante Principale du Projet	adiyomanya@hotmail.com
35.	Sylvie NGEVESISE	Projet ENCORE	Comptable	nksyl@yahoo.fr
36.	Augustin KISHIBA	COREF	Chargé d'études	augustinkishiba1989@gmail.com
37.	Alain NGUZ	COREF	Chargé d'études	mutombonguzalain@gmail.com

B. LISTE DES PRINCIPALES PERSONNES RENCONTREES

N°	Prénom, Nom & Post - Nom	Service/Organisation	Qualité
LISTE DES PERSONNALITES RENCONTREES AU NIVEAU CENTRAL			
1.	Pascaline OMBAMASAKO	Primature	Conseiller Principal
2.	Albert TCHETA	Primature	Conseiller
3.	Ginette NZAU	Ministère des Finances (cabinet du Ministre)	Directeur de Cabinet Adjoint
4.	Yannick KASHILA	Ministère des Finances (cabinet du Ministre)	Conseiller en charge des questions numériques
5.	Adolphe BILOLO	Ministère des Finances/DRQC	Directeur Chef des services
6.	Richard MUNGUMBU	Ministère des Finances/DRQC	Chef de Division
7.	Harcel KINSEMI	Ministère des Finances/DRQC	Expert
8.	Yannick ISASI	Ministère des Finances/DTMF	Chef de Bureau
9.	Olivier MATSHOKI	Ministère des Finances/DTMF	Assistant de Direction
10.	SEDI MBUYI	Ministère des Finances/DTMF	Expert
11.	Jean Claude LAPOLE	Ministère du Budget (cabinet du Ministre)	Directeur de Cabinet Adjoint
12.	John MAKI LONE	Ministère du Budget (cabinet du Ministre)	Conseiller
13.	Alain LEMBA	Ministère du Budget/DGPPB	Expert
14.	Juvéнал SANGA	Ministère de la Fonction Publique /DGRH	Directeur général
15.	Alain LUFINDA	Ministère de la Fonction Publique /DGRH	Chef de Bureau
16.	Jean – Baptiste NDEFU	Ministère de la Fonction Publique /DBDR	Directeur Chef de services
17.	Aimé LUTEYA	Ministère de la Fonction Publique /DBDR	Chef de Division
18.	Trésor MWEPU	Ministère de la Fonction Publique /DBDR	Chef de Division
19.	ILUNGA KAKESA	Ministère de la Fonction Publique /DBDR	Chef de Division
20.	POMBO ANSUENG	Ministère de la Fonction Publique /DBDR	Assistant du Directeur
21.	Jean de Dieu KIVUNDE	Ministère de la Décentralisation	Chef de Division
22.	Serge BOKUMA O.	INS	Directeur Général
23.	Manu NDUMBI	INS	Directeur
24.	Léonard-Avenant NGINDU	CTAD	Chef de services

N°	Prénom, Nom & Post - Nom	Service/Organisation	Qualité
25.	Jean BUSUKU	CTAD	Chef de section (suivi – évaluation et communication)
26.	Charles LELE	CMRAP	Chef d'unités
27.	Max RASENDRASOA	Indépendant	Consultant International POG
28.	Pierre TSHIYOMBO	Indépendant	Consultant National SIGMAP